

Introduction

« Les testes tournées vers l'Écosse »... et surtout vers l'Italie

Le xvi^e siècle breton comporte encore beaucoup d'angles morts historiographiques qu'un examen plus attentif des archives étrangères permet de mieux éclairer. Ce changement de perspective se révèle souvent fructueux parce qu'il retrace cette province prétendument du bout du monde dans son environnement géopolitique réel.

Loin d'être alors à l'écart des conflits du monde occidental, la Bretagne s'efforce d'en parer les coups jusque sur son sol et joue très précocement, avant même l'édit d'Union de 1532, un rôle majeur dans le dispositif général militaire et diplomatique du royaume. Elle sera en particulier une pièce maîtresse de la partie d'échecs politico-militaro-religieux autant qu'économique et dynastique qui se joue de 1510 à 1580 entre la France et l'Angleterre. Je ne parlerai ici que de la première manche relative aux affaires écossaises (1510-1570), me réservant d'évoquer plus tard celle qui concerne l'Irlande (1560-1580).

Les politiques italiennes de Charles VIII et Louis XII avant celle de François I^{er} avaient conduit la France à une série de crises et d'affrontements directs avec l'Empereur et les royaumes d'Aragon-Castille. Réunies sous la forme d'une Sainte Ligue à l'initiative du pape Jules II, ces puissances sont bientôt rejointes par une alliée de circonstance, l'Angleterre du jeune et ambitieux Henry VIII. Cette redoutable coalition exposait dangereusement les côtes françaises aux incursions espagnoles et surtout anglaises.

Dès le début de son règne, en 1509, Henry VIII avait fait de l'invasion de la France et de la récupération des anciens *dominions* anglais, le premier objectif de sa politique extérieure, propre à assurer sa gloire, en mobilisant les énergies de son royaume. Sa tête de pont continentale du Calaisis étant circonscrite et contrôlée par les places et garnisons françaises, il fait construire à partir de 1511, avec l'assistance de son ministre Wolsey, une force navale capable de maîtriser la mer et de débarquer massivement des troupes sur des côtes moins protégées. La Guyenne est d'abord choisie pour zone d'invasion en raison de liens économiques très actifs, de rémanences historiques encore prégnantes, et de la proximité de cette province avec l'Espagne, l'alliée du moment. Ce choix est entériné par le

traité de Westminster passé entre Henry VIII et Ferdinand le Catholique, le 17 novembre 1511. Mais les opérations consécutives au débarquement échouent, les Espagnols n'ayant fourni dans des délais raisonnables ni le soutien maritime attendu ni le contingent de six mille hommes promis¹. Après cet échec, les amiraux anglais, moins politiques que stratèges, qui avaient toujours considéré le choix de la Bretagne préférable pour un débarquement massif, n'eurent aucune peine à faire valoir définitivement leurs arguments. Disposer d'une base navale à la pointe bretonne à la façon d'un autre Calais restait, comme aux siècles précédents, un des objectifs stratégiques ouvertement visés par les Anglais afin de contrôler une bonne partie du commerce maritime occidental, de protéger leur approvisionnement indispensable en sel, vin et pastel chargés dans les ports de Guyenne et de la basse-Loire, et de garantir l'accès aux productions des toiles bretonnes *oloron* et *pouldavid* nécessaires à leur marine.

La perspective d'une mainmise française sur le duché avait donné à ce projet d'état-major un caractère d'urgence. Soustraire la Bretagne et ses capacités navales à la domination française était l'un des fondements majeurs de la stratégie militaire anglaise. Elle avait motivé l'assistance apportée par Henry VII au duc François et à sa fille Anne. Le traité de Medina del Campo passé entre l'Angleterre et la monarchie espagnole, le 26 mars 1489, avait pour but premier, du point de vue anglais, d'empêcher l'annexion définitive du duché breton par le roi de France² : « Les Anglois font grant amas pour descendre en vos pays, Sire, écrivait, en février précédent, Monsieur d'Estouteville à Charles VIII, mais il y a plus de soixante ans que je les congnois et crois qu'ils ne font ceste assemblée sinon pour la crainte qu'ils ont que on entreprenne sur eulx, pour ce qu'ils voyent que avez maintenant le pays de Breitaigne et que povez avoir beaucoup de navires³. » Pour comprendre l'importance de la Bretagne dans la géopolitique anglaise de cette époque, il suffit de rapporter la harangue du chancelier d'Angleterre prononcée, au nom de Henry VII, devant les membres du Parlement en 1488 : « Le chancelier, écrit Bacon qui rapporte le propos, leur mit ensuite devant les yeux le plan de leur île et des deux États voisins, situés au-delà de la mer qu'elle avait à ses deux côtés : la Flandre à un bout, et la Bretagne à l'autre. Il ajouta que la Flandre venait d'être unie à la Maison d'Autriche et que la Bretagne était prête à devenir une des Provinces de la France. Que si l'Angleterre se trouvait une fois enfermée entre deux si puissants voisins, il n'y avait pas seulement du péril pour Calais, qui lui restait au-delà de la mer, mais encore pour la liberté de la mer elle-même, le seul rempart de leur île ». Le

1. Alfred SPONT, *Letters and papers relating to the war with France, 1512-1513*, NRS, t. X, 1897, p. xxviii-xxix.

2. William PALMER, *The Problem of Ireland in Tudor Foreign Policy, 1485-1603*, The Boydell Press, 1994, p. 18.

3. BnF ms. fr. 25717, f° 122.

Parlement, commente Bacon, sentit réveiller toute sa haine contre la France par le discours du chancelier, « rien ne le toucha davantage que le dommage qu'il prévoyait pour l'Angleterre, si on souffrait que la France s'emparât de la Bretagne. Il s'imagina de voir déjà tous les ports de ce duché fermés aux Anglais, et d'où il ne sortirait plus que des pirates pour les désoler. La résolution fut donc prise de secourir la Bretagne, avec des forces capables d'en chasser les Français⁴ ». On sait ce qu'il en advint.

Désormais, pour plusieurs années et de façon cyclique au gré de la conjoncture internationale, la Bretagne reste sous la menace d'une invasion, cette fois venue de la mer. Les Anglais tenteront plusieurs fois de l'entreprendre avec des fortunes diverses, parfois avec l'assistance des impériaux, espagnols ou flamands. Quand elle ne participait pas avec ses hommes et ses navires à la guerre en Guyenne et outremonts, la Bretagne subissait ainsi sur ses côtes les effets d'une guerre, essentiellement française par ses mobiles, à laquelle l'avaient entraînée les mariages successifs de sa duchesse avec Charles VIII et Louis XII. Elle ne resta ainsi à l'écart ni des guerres d'Italie, ni de celle qui opposait, de longue date, l'Angleterre à l'Écosse, et que les rois de France successifs ravivaient au besoin et au gré de leur politique. « Les Escossoys sont coustumiers de danser au son des François », disait Henry VIII à l'ambassadeur Marillac. Durant cette période, lorsque l'Angleterre se faisait menaçante, les rois de France utilisaient volontiers le royaume d'Écosse pour y établir un front secondaire afin de desserrer l'étau. Ils s'appuyaient sur un vieux traité d'assistance mutuelle, l'*Auld Alliance*⁵, passé entre les deux royaumes.

Pour en respecter les termes, Jacques IV d'Écosse déclare la guerre à Henry VIII lorsque celui-ci lance ses troupes contre le royaume de Louis XII en 1513. Mais il meurt à la bataille de Flodden Field, en septembre de cette année, abandonnant sa couronne à un tout jeune enfant, Jacques V. Henry VIII en profite dès lors pour soutenir dans le royaume écossais un parti anglais rebelle au jeune roi (mort en 1542) puis à sa veuve, Marie de Lorraine, et à leur fille Mary Stuart. Il y encourage aussi les antagonismes religieux nés du schisme anglican (1534). Les rois de France successifs, de Louis XII à Henri II, afin de contrarier les visées anglaises et protéger les catholiques écossais, adressent à plusieurs reprises au royaume des Scots une importante aide militaire et financière modulée selon les besoins géopolitiques du moment.

Les empereurs Habsbourg, de leur côté, soucieux de contrarier l'expansion française en Italie, voyaient aussi grandir les tensions politiques et religieuses au sein de leur vaste zone d'influence. Afin de contrôler leurs concurrents sur terre et sur mer, Maximilien puis son petit-fils Charles

4. *Histoire d'Angleterre, d'Écosse et d'Irlande*, Rotterdam, Reinier Leers, 1647, t. I, p. 19.

5. Thomas MONCRIEFF, *Memoirs concerning the Ancient Alliance between the French and Scots*, Glasgow, J. Wylie & Co, 1819.

balacent, durant un demi-siècle, entre l'affrontement militaire direct et les alliances politiques d'occasion. Charles Quint espère même un instant, profitant du bref règne de la catholique Mary Tudor et par une forme d'entrisme politique⁶, réussir un encerclement fatal au royaume de France. Sans avoir clairement manifesté de visées sur la Bretagne depuis le mariage interrompu de la duchesse Anne et de Maximilien, les empereurs comme les rois anglais souhaitaient la voir demeurer hors de l'emprise française. Les uns comme les autres la faisaient surveiller par leurs espions avant d'utiliser toutes les opportunités pour affaiblir son potentiel maritime.

C'est dans ce cadre politique et stratégique que se situe l'action jouée par la péninsule bretonne durant le long demi-siècle que dure l'affaire écossaise. Elle n'est pas mineure. D'importantes flottes se concentrent dans ses ports. Nantes et Brest servent à plusieurs reprises de base de départ pour des expéditions militaires d'une ampleur sans précédent. Des ports aussi modestes que Tréboul, Loctudy, Audierne, Aber-Wrac'h, Tréguier, Saint-Brieuc arment en guerre. Tous fournissent à la marine royale, équipages et pilotes. La province est, de façon récurrente, sillonnée par les compagnies en marche. Son économie, ses capacités portuaires, son administration ducal puis royale, ses cadres paroissiaux sont, pendant six décennies et durant des temps plus ou moins longs, mobilisés pour ces opérations. La Bretagne voit aussi croiser, s'affronter ou se réfugier en ses eaux les flottes de guerre espagnoles, anglaises, écossaises, flamandes. Ses îles et rivages subissent de nombreux raids ennemis dévastateurs. Durant cette période, rois, reines, nonces, ambassadeurs suivis de la fine fleur de la noblesse font au duché associé puis à la nouvelle province française l'honneur de leurs visites. Pour toutes ces raisons, jamais peut-être la Bretagne n'aura tant été observée par les services de renseignements étrangers. Jamais elle n'aura nourri chez les ennemis tant de convoitises et suscité dans la durée autant de plans pour son invasion, par la voie maritime, naturellement, mais également par la voie continentale. Dans une lettre du 25 mai 1513, l'empereur Maximilien conseille par exemple à Henry VIII d'envahir la France en débarquant non à Calais, mais au Crotoy, d'où il pourrait envahir la Normandie, puis la Bretagne, et ainsi « mettre tel empeschement que le présent roy de France ne profitera guères, sa vye durant, du pays de Bretagne et du grant profit qu'il en tirait tous les ans⁷ ». On ne peut mieux exposer l'enjeu diplomatique, économique et stratégique représenté par le vieux duché durant tout le XVI^e siècle.

6. Philippe (futur Philippe II), fils aîné de Charles Quint, en épousant la reine Mary Tudor, fille aînée de Henry VIII, en juillet 1554, ne devient roi d'Angleterre que *de jure uxoris*. Mary étant décédée quatre ans plus tard sans lui avoir donné d'enfant, la couronne passe à Elizabeth, demi-sœur cadette de Mary. Philippe doit quitter le royaume, non sans ressentiments.

7. *Correspondance de l'empereur Maximilien I^{er} et de Marguerite d'Autriche*, éd. André Le Glay, t. II, Paris, Renouard, 1839, p. 154, et *Lettres de Louis XII*, t. IV, p. 135-136.

Pourtant cette agitation politique et guerrière n'a guère retenu l'attention des chroniqueurs et mémorialistes du temps, et pas davantage celle des historiens français d'hier ou d'aujourd'hui. Si les effets de l'*auld alliance* ont été bien étudiés du côté anglais et écossais par l'historiographie britannique, écrit Elizabeth Bonner, les expéditions françaises en Écosse sont bien moins connues et documentées⁸. En raison d'un tropisme prononcé, l'observation de la charnière du xv^e-xvi^e par les historiens continentaux s'est beaucoup focalisée sur les événements de Picardie et « de delà les monts et es mers du Levant » et a délaissé quelque peu la lutte qui se déroulait sur les mers et les côtes du Ponant. Paradoxalement, les historiens traitant de la matière de Bretagne s'y sont moins intéressés encore parce que l'édit d'union de 1532 était à leurs yeux le seul événement notable de la période, l'alpha et l'oméga de l'histoire bretonne, le point de rupture essentiel entre un avant souvent idéalisé et un après souvent stigmatisé ; et probablement aussi parce que les pierres angulaires de l'historiographie bretonne, dom Morice et dom Taillandier, ne parlent pas de cette agitation guerrière dans le corps de leur Histoire⁹, et ne produisent dans leurs volumes de Preuves que deux occurrences associées, outre deux allusions incidentes peu explicites¹⁰. Les historiens français des règnes de François I^{er} et Henri II, ne sont pas plus prolixes sur le sujet. Prosper Levot avait bien pressenti là une anomalie : « Bien que l'histoire garde le silence sur Brest pendant les trente années suivantes [après 1513], écrit-il, nous avons peine à croire qu'il ait été complètement négligé par François I^{er} ¹¹. » On ne peut donc s'étonner qu'on ait pu soutenir plus récemment que Brest n'existait pas encore au milieu du xvi^e siècle¹². Malgré Arthur de La Borderie qui avait collecté de nombreux documents relatifs à ces campagnes mais sans les exploiter¹³, les dernières synthèses sur le xvi^e siècle breton en

8. « The French Reactions to the Rough Wooings of Mary Queen of Scots », *The Journal of the Sydney Society for Scottish History*, vol. 6, juin 1998, p. 10.

9. Dom Pierre-Hyacinthe MORICE, *Mémoires pour servir de preuves à l'histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, Paris, Ch. Osmont, 1746 ; Dom TAILLANDIER, *Histoire ecclésiastique et civile de Bretagne*, Paris, 1756. Seul le débarquement de Mary Stuart est évoqué par dom Taillandier (*op. cit.*, t. II, p. 259) en un paragraphe presque intégralement repris d'Albert Le Grand. Les Mauristes disposaient pourtant d'autres documents inemployés relatifs à cette affaire, réunis dans la perspective d'une histoire de la maison de Rohan (BnF ms. fr. 15871, 22310, 22342).

10. Lettre de Henri II au duc d'Étampes relative au passage de troupes en Écosse (DOM MORICE, *op. cit.*, III, 1204), commission pour la sécurisation des côtes et la conduite de troupes que le roi fait passer en Écosse (DOM MORICE, *op. cit.*, III, 1205-1206, Dom TAILLANDIER, *op. cit.*, II, ccxxxvii-j-ccxxxix). DOM MORICE (*op. cit.*, III, 1062 et 1240) produit aussi deux lettres de Henri II qui font allusion l'une à la présence du sieur de Rohan et d'une « bonne compagnie » auprès de la reine d'Écosse, l'autre à la campagne écossaise du sieur de Martigues comme colonel général de l'infanterie.

11. *Histoire de la Ville et du Port de Brest*, Brest, 1875, t. I, p. 56.

12. Alain GUILLERM, *La Pierre et le vent. Fortifications et marine en Occident*, Paris, Arthaud, 1985, p. 114.

13. ADIV, 1 F 684.

disent moins encore¹⁴. Barthélemy Pocquet¹⁵ affirmait déjà, il est vrai, que la Bretagne de la première moitié du XVI^e « ne ressentit que fort peu le contrecoup des campagnes militaires françaises contre l'Anglais ». Il ne retenait comme effets de guerre épiphénoménaux que les menaces ennemies (parfois exécutées) sur les côtes bretonnes, mais sans les connecter aux événements politiques ou aux enjeux géostratégiques. Il accréditait ainsi l'image d'une Bretagne inerte, subissant passivement une histoire qui n'était plus la sienne, quand elle en était à la fois un des enjeux et un des acteurs essentiels. Et si ce n'était le débarquement à Roscoff de la petite Mary Stuart, présenté aussi hors de tout contexte comme une apparition fugitive, on en viendrait à douter que la Bretagne ait pu être concernée par ces contrées septentrionales et par la violence qui les entourait, sans pouvoir imaginer un seul instant qu'elle aurait aussi pu infléchir durablement leur destin. Charles de La Roncière lui-même, dans le tome III de son *Histoire de la marine Française*, ne donne aux armements bretons et aux embarquements militaires réalisés en Bretagne durant le XVI^e siècle qu'un emploi annexe dans l'organisation de la marine du Ponant au service de la politique royale, réservant le rôle essentiel aux ports normands, point de vue qu'il convient de beaucoup nuancer.

Dans la littérature plus récente, seuls Marie-Noëlle Baudouin-Matuszek et Guy Le Moing attirent incidemment l'attention sur le rôle militaire majeur joué par la Bretagne au cours de la première moitié du XVI^e siècle¹⁶, et plus particulièrement durant les affaires d'Écosse sous les règnes de Jacques V, de sa veuve Marie de Lorraine et de leur fille Mary Stuart. Le conflit qui en est la cause est en effet « mal connu des Français », comme le note Guy Le Moing ; mais pas seulement dans sa phase initiale de 1512-1514 qu'on réduit volontiers au combat tragique de *La Cordelière*, et au pillage ultérieur par les Anglais du Conquet et de sa région, sans en comprendre les arrière-plans. La thèse de Pol Vendeville consacrée à la défense de la frontière maritime aux XVI^e et XVII^e siècles¹⁷ a cependant exploré bien des éléments militaires, administratifs et politiques qui structurent les marges bretonnes de ces campagnes écossaises, et ainsi posé les bases pour des études complémentaires. Dans une perspective plus large, David Potter a analysé sous plusieurs angles le rôle joué par l'Écosse,

14. Jean-Pierre LEGAY et Hervé MARTIN, *Fastes et malheurs de la Bretagne ducale. 1213-1532*, Rennes, Ouest-France Université, 1982 ; Alain CROIX, *L'âge d'or de la Bretagne (1532-1675)*, Rennes, Ouest-France Université, 1993 ; Joël CORNETTE, *Histoire de la Bretagne et des Bretons*, Paris, Le Seuil, 2005, t. I.

15. *Histoire de Bretagne*, op. cit., t. V, p. 48-49.

16. Marie-Noëlle BAUDOUIN-MATUSZEK, « Henri II et les expéditions françaises en Écosse », *BEC*, 1987, vol. 145, p. 339-382 ; Guy LE MOING, *La Sainte Ligue et la guerre franco-anglaise (1512-1514)*, Paris, Éd. Economica, 2011.

17. Pol VENDEVILLE, « *S'ils te mordent, mords-les* ». *Penser et organiser la défense d'une frontière maritime aux XVI^e et XVII^e siècles en Bretagne (1491-1674)*, dir. Hervé Drévilion, université Paris 1 – Sorbonne, 2014.

puis l'Irlande, dans la politique française à l'égard de l'Angleterre sous François I^{er} et Henri II, mais sans distinguer nettement la fonction essentielle occupée par la Bretagne pour la facilitation des contacts diplomatiques souvent secrets, la planification des concentrations militaires et l'organisation des opérations navales¹⁸. Éric Durot a également montré l'importance de l'affaire écossaise dans la stratégie familiale des Guises et la façon dont elle influence le traitement politique de la guerre de religion qui s'installe en France¹⁹, mais sans éclairer davantage la part prise par la Bretagne dans l'ambitieux projet guisard. Rien d'étonnant donc qu'Alain Croix place le vieux duché durant son *âge d'or* « loin, très loin des enjeux stratégiques²⁰ ».

Les soixante années qui encadrent la réunion définitive de la Bretagne à la France ne furent pourtant pas l'ère de tranquillité, de calme et de quasi immobilité, uniquement tournée vers le développement croissant de la prospérité dont parle aussi Barthélemy Pocquet²¹; et l'intégration de ce duché dans l'ensemble royal s'est effectuée de façon moins *discrète* que le dit Joël Cornette²². Mais avant d'analyser les raisons, les formes et les effets de l'engagement de la Bretagne dans cette affaire écossaise de plus d'un demi-siècle, multipolaire et récurrente, il est nécessaire d'établir des faits trop souvent minorés voire totalement oubliés et pourtant décisifs dans le processus d'intégration du duché à la couronne. Pour cette période également²³ se limiter aux seules sources bretonnes et françaises connues se révélerait vite décevant. Ce serait, comme aurait dit Maître François, « juger de la tête du veau en lui mirant la croupe ». S'ouvrir aux archives, aux études et aux publications étrangères, et en particulier aux anglaises et écossaises, donne l'occasion à la fois d'approfondir et de changer le regard sur cette période méconnue de l'histoire de la Bretagne, et de questionner d'autre façon la mutation, qui s'accomplit parallèlement, de ce duché souverain en province du royaume.

18. *Henry VIII and Francis I: the Final Conflict, 1540-47*, Leyde/Boston, Brill, 2011.

19. ÉRIC DUROT, « Le cardinal de Lorraine au miroir de l'Écosse », in Jean BALSAMO, Thomas NICKLAS et Bruno RESTIF (dir.), *Un prélat français de la Renaissance. Le cardinal de Lorraine entre Reims et l'Europe*, Genève, Droz, 2014.

20. *L'âge d'or de la Bretagne*, op. cit., p. 49.

21. Op. cit., t. V, p. 49.

22. Joël CORNETTE, *Histoire de la Bretagne*, op. cit., I, p. 439.

23. Voir ce que j'en disais dans « L'apport des sources anglaises à l'étude de la Ligue en Bretagne », *SAHIV*, t. CXV, 2011.